



**Comité européen
des régions**

#SOTEULocal

Discours sur l'état des régions et

des villes dans l'Union européenne

Allocution de Vasco Alves Cordeiro

président du Comité européen des régions



L'ÉTAT DES RÉGIONS ET DES VILLES DANS L'UNION EUROPÉENNE 2024

ALLOCUTION

DE M. VASCO ALVES CORDEIRO

PRÉSIDENT DU COMITÉ EUROPÉEN DES RÉGIONS

Version - 10.10.2024

Madame la Commissaire, chère Elisa,

Monsieur le Vice-Président du Parlement Européen, cher Younous,

Mesdames et Messieurs les membres du Comité européen des régions, Chers Collègues,

Chers invités,

Mesdames et Messieurs,

Au nom du Comité européen des régions, au nom des plus d'un million d'élus locaux et régionaux qui, partout en Europe, incarnent au quotidien cet échelon de gouvernement, j'ai l'immense honneur de déclarer ouverte l'édition 2024 de la Semaine européenne des régions et des villes.

Elle intervient cette année en une période très particulière.

Une période marquée par des défis colossaux.

Plusieurs millions de citoyennes et de citoyens ont exprimé leur suffrage en juin dernier, un nouveau cycle politique s'engage dans l'Union européenne — avec un nouveau Parlement Européen, une nouvelle Commission Européenne et une équipe renouvelée à la tête du Conseil Européen.

Durant ce cycle politique, nous allons nous appuyer sur de nombreux députés au Parlement européen qui peuvent se prévaloir d'une expérience de gestion d'une collectivité locale ou régionale.

Durant ce cycle politique, nous sommes fiers de pouvoir compter sur une personnalité telle qu'António Costa au poste de prochain Président du Conseil européen. Sa carrière et son expérience, comme maire de la ville de Lisbonne puis Premier Ministre du Portugal, seront un immense atout pour l'Union.

Il y a quelques semaines de cela, la Présidente von der Leyen a présenté le collège de ses commissaires, parmi lesquels notre Premier Vice-Président, M. Apostolos Tzitzikostas.

À chacune et chacun d'entre eux, je tiens à réaffirmer la disponibilité et la volonté du Comité européen des régions, la disponibilité et la volonté des villes et des régions partout en Europe de coopérer, d'aider, de joindre leurs forces pour faire en sorte que la voie dans laquelle l'Union européenne va s'engager ne soit en aucune façon celle de la division, du ressentiment et de la haine.

La volonté de joindre leurs forces pour que cette voie soit celle de l'unité, de la diversité et de la solidarité.

Et si nous voulons vraiment réussir, il faut comprendre que l'état de notre Union est avant tout déterminé par l'état des collectivités régionales et locales.

C'est de la force de ces dernières que notre Union tire sa propre force.

Pour comprendre notre Union, ses besoins, ses problèmes, pour mesurer ses pouvoirs ou ses faiblesses, il est nécessaire au préalable de comprendre ses régions et ses villes.

C'est dans les régions et les villes que cette voie commence.

C'est la raison pour laquelle, mes chers Collègues, le fait que la Présidente von der Leyen ait demandé aux commissaires nouvellement désignés d'engager un dialogue plus étroit avec les représentants locaux et régionaux doit être considéré comme un pas dans la bonne direction.

Mais soyons parfaitement clairs. Les responsables politiques, ici à Bruxelles, ne peuvent pas continuellement prêcher pour une Europe plus proche de ses citoyens et en même temps s'enfermer dans une approche verticale. Toutes nos actions doivent avant tout s'ancrer dans nos collectivités locales et dans nos régions, dans le contexte d'un partenariat loyal, franc et déterminé.

Cork, Novo Mesto, Västerås, Portimão, Lintrup, Saint-Étienne. Dans chacune de ces villes, en amont des élections au Parlement Européen, des milliers de citoyens et de citoyennes se sont réunis dans le cadre de dialogues locaux pour échanger points de vue et idées sur notre Union avec leurs représentants.

Au Comité européen des régions, nous avons ce sens du dialogue chevillé au corps. Depuis trente ans déjà, c'est l'étendard que nous portons dans le débat européen.

Le Comité européen des régions a été le premier à lancer son réseau de conseillers locaux et régionaux de l'Union européenne.

Nous saluons aujourd'hui l'engagement que la Présidente von der Leyen a pris dans ses orientations politiques de joindre ses forces aux nôtres en la matière.

Car c'est bien là la méthode que nous préconisons.

C'est l'approche que nous avons d'ores et déjà initiée dans le cadre de nos nouveaux accords de coopération avec le Parlement Européen et la Commission Européenne.

C'est de cette manière que nous allons pouvoir, ensemble, renforcer la démocratie en Europe.

**

Très Chers Collègues,

Ce qui nous définit nous-mêmes, en tant qu'Union, ce sont bien la démocratie et nos valeurs fondamentales. Nous ne sommes pas isolés.

La voie dans laquelle nous sommes aujourd'hui engagés traverse un monde complexe.

Depuis plus de deux ans déjà, l'Ukraine résiste à l'invasion à grande échelle lancée contre elle.

Notre soutien est inflexible, il se maintiendra aussi longtemps que nécessaire et quel qu'en soit le prix.

Les régions et les villes ont joint leurs forces à celles de leurs sœurs ukrainiennes pour répondre aux pertes et aux destructions.

Nos villes et nos régions resteront unies pour reconstruire un avenir meilleur.

L'objectif de Poutine est extrêmement clair : priver les Ukrainiens de la possibilité de mener une vie normale, de la possibilité de chauffer leur logement, de préparer leurs repas, de s'éclairer.

Alors même que l'hiver approche, et conformément à l'action qui est la nôtre depuis le début de la guerre, les régions et les villes européennes sont prêtes à apporter leur assistance.

Durant cette période difficile, nous avons demandé à tous nos membres et partenaires de fournir des générateurs d'électricité, des composants de réseaux électriques, des équipements de haute tension, des systèmes de chauffage et des pièces détachées pour les infrastructures d'adduction d'eau.

Kyiv, Kharkiv, Lviv et toutes les villes et régions d'Ukraine, sachez que nous sommes avec vous !

Tel est l'esprit de l'Alliance européenne des villes et des régions pour la reconstruction de l'Ukraine.

Slava Ukraïni!

*

Très Chers Collègues,

Il y a un tout juste un an, le Hamas lançait sa terrible attaque terroriste contre l'État d'Israël.

Dès le premier jour, nous l'avons condamnée, et notre position demeure inchangée. De nombreux otages sont toujours prisonniers et ils doivent impérativement être libérés!

Depuis lors, une escalade de la violence s'est enclenchée dans la région, et je n'ai pas de mots suffisamment forts pour décrire la situation humanitaire qui prévaut là-bas.

Au-delà des nationalités, des croyances et des convictions politiques, il est avant tout question de vies humaines.

Ce qui s'est passé il y a un an, mais aussi ce qu'il advient depuis lors à des vies innocentes, est proprement inhumain, diabolique – de la cruauté à l'état brut.

Il faut impérativement qu'Israël respecte le droit international, et nous exigeons un cessez-le-feu immédiat.

Martin Luther King a dit : «Ce n'est pas la violence de quelques-uns qui me fait peur, c'est le silence du plus grand nombre.»

En tant que Comité européen des régions, en tant que régions et villes d'Europe, nous ne resterons pas sans rien dire et continuerons d'exhorter à la paix !

*

Aux multiples défis de notre temps viennent s'ajouter les conséquences grandissantes de la crise climatique.

Jour après jour, les régions et les villes doivent y faire face.

Nous avons tous à l'esprit les rues inondées de Trusina en Bosnie-Herzégovine, de Vienne, de Krnov ou de Głuchotazy, la sécheresse qui a frappé les campagnes siciliennes, les incendies qui ont ravagé les banlieues d'Athènes ou le nord du Portugal. La situation ne fait que s'aggraver, et des vies européennes sont perdues.

Nos sociétés, nos économies et nos industries font également face à de profondes mutations.

Nous ne pouvons plus nous permettre de perdre du temps.

Nous ne pouvons pas nous offrir le luxe de rester à ne rien faire et d'attendre pour agir que les institutions sortent de l'impasse.

Nous ne pouvons pas non plus attendre que le reste du monde prenne en charge la résolution de ces problèmes.

Nous ne pouvons pas nous en remettre à la bonne volonté de quelques centaines d'électeurs américains qui voteront en Arizona au mois de novembre.

La conclusion est simple : l'Europe doit être plus forte!

Et là encore, le point de départ de notre trajectoire se trouve dans les régions et les villes.

Les régions et les villes sont à la manœuvre pour la quasi-totalité des politiques d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à celui-ci.

Nous préparons l'avenir, et notre action se conjugue au présent.

La ville de Turku sera neutre du point de vue climatique dès 2029.

Les écoles de Gabrovo deviennent peu à peu efficaces sur le plan énergétique.

Budapest développe des systèmes de protection face aux risques de crues.

À Košice, les sols et la biodiversité sont restaurés.

Les camions et les tracteurs d'Occitanie roulent avec de l'hydrogène produit localement.

Les eaux souterraines du port de Brême sont protégées.

Partout en Europe, les régions et les villes sont l'espace où la transition écologique prend corps, sans faire de bruit.

Pour dix euros dépensés en faveur de l'environnement, huit le sont localement. Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

La transformation écologique est un chantier ambitieux qui exige de l'action et des investissements.

Nous devons investir jusqu'à 200 milliards d'euros par an en faveur de l'adaptation au changement climatique. Sachant que les bénéfices attendus de ces investissements sont évalués à quelque 440 milliards d'euros par an. Des bénéfices qui viennent s'ajouter aux bienfaits attendus pour notre population et notre planète.

Notre message est sans ambiguïté : les collectivités locales et régionales sont essentielles au succès du pacte européen pour le climat, sur la base d'une gouvernance à plusieurs niveaux et d'un soutien financier ciblé.

Nous ne pouvons pas attendre, mais nous ne pouvons pas réussir seuls.

Et là encore, c'est dans les régions et les villes que la voie dont je parle commence.

*

Dans le contexte actuel où les transitions écologique et numérique se déploient à vive allure, nos industries doivent s'adapter.

Il suffit de penser à la production de charbon en Silésie, aux usines métallurgiques en Cantabrie ou aux industries de la vallée de la Ruhr. Ou encore ici-même à Bruxelles: à quelques kilomètres à peine, dans la commune de Forest, une grande usine de production automobile est en train de fermer, laissant des milliers de travailleurs sans emploi ni espoir. Ces industries qui furent naguère de puissants fleurons sont en train de disparaître, en laissant des gens sur le carreau.

Nous avons besoin d'une stratégie industrielle européenne globale qui place les régions et les villes en son cœur, avec à la clé des pôles d'innovation, un engagement des populations locales et des programmes de requalification.

Il nous faut tirer le meilleur parti possible de la coopération transfrontière, mener un dialogue étroit avec les pouvoirs publics locaux et régionaux, sans jamais perdre de vue la réalité du terrain.

C'est de cette manière qu'une réelle dynamique entraînant tous les acteurs pourra s'enclencher : syndicats, pouvoirs publics et entreprises locales. Un partage profitable à tous.

Mes Chers Collègues,

Une Europe forte n'est rien, si elle oublie les populations qui la composent. Si elle oublie les lieux concrets où ces populations habitent.

Nous ne pouvons ignorer que l'an passé encore, quelque 100 millions d'Européens étaient exposés au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Un Européen sur cinq!

Nous ne pouvons ni l'ignorer ni l'accepter.

Les prix du logement crèvent tous les plafonds.

À Copenhague, un habitant sur cinq dépense plus de 40 % de ses revenus en loyer.

À Ioannina, on parle d'un habitant sur quatre !

Près de la moitié des jeunes Européens sont encore contraints de vivre chez leurs parents.

Dans ces conditions, nous ne pouvons que saluer le fait que la Commission entende mettre en avant un plan pour le logement abordable !

Mais là encore, c'est dans les régions et les villes que se trouve le point de départ de notre trajectoire.

Dans les zones rurales, le revenu des travailleurs est inférieur de 22 % à la moyenne européenne.

Dans le Limousin ou dans les Severen tsentralen, l'on considère qu'il y a environ un médecin pour 300 habitants. Les déserts médicaux sont une réalité désastreuse en Europe.

Plus que jamais, nous devons investir dans des services publics de qualité. Investir pour nos populations, garantir des revenus décents et une bonne protection sociale.

Plus que jamais, nous avons besoin de cohésion.

Il ne s'agit en aucune façon de charité. Depuis des décennies, la Politique de Cohésion est synonyme de progrès en Europe. Elle a permis de tirer les régions et les villes vers le haut, et partant les populations, les familles, chaque personne individuellement.

Rappelez-vous, l'an passé, je vous avais fait part de mon inquiétude quant au devenir de la Politique de Cohésion.

Nous avons tiré la sonnette d'alarme à un moment où d'autres étaient tentés — peut-être devrais-je dire « sont encore tentés »? — de tout centraliser. Nous nous sommes battus, nous avons rallié à notre cause l'Alliance pour la Cohésion et des centaines de régions partout en Europe, en amont des élections européennes.

La Politique de Cohésion est nécessaire, mais elle a aussi besoin d'être réformée.

Nous devons préserver ce qui marche et corriger ce qui ne marche pas, de manière à pouvoir aider toutes les régions et les villes sur la voie du développement durable.

La Politique de Cohésion doit préserver ses principes essentiels. Gestion partagée. Partenariat. Gouvernance multiniveaux. Approche ancrée dans les territoires.

La Politique de Cohésion doit également devenir plus flexible pour prendre à bras-le-corps de nouveaux défis. Elle doit aussi être simplifiée pour aider les services gestionnaires, les bénéficiaires, les autorités de contrôle.

Nous voyons certes émerger un consensus quant à l'importance et même la nécessité d'une Politique de Cohésion renouvelée — le rapport Letta, le Conseil Européen, les orientations stratégiques et même le rapport Draghi —, mais nous ne pouvons pas en rester là. Il y a encore beaucoup à faire !

Nous devons aller au-delà des mots et obtenir des résultats concrets. Donnons-nous les moyens d'y parvenir.

Et lorsque je parle de moyens, je pense bien sûr à un budget adéquat !

Alors que les négociations budgétaires sont sur le point de débiter, tel sera le message que nous allons porter haut et fort. Le Comité Européen des régions est déterminé à se faire entendre.

Et aujourd'hui, c'est aussi le message que nous souhaitons porter de manière claire et forte : celui d'un rejet unanime et sans équivoque de l'idée qui circule depuis quelques temps et qui consisterait à n'avoir, dans le nouveau cadre financier pluriannuel, qu'un seul et unique programme au niveau national, ce qui — si tel était le cas — reviendrait à supprimer la participation des régions et des villes.

Nous nous y opposons très vigoureusement, pas seulement pour ce que cela représente pour les régions et les villes d'Europe, mais aussi parce qu'une telle évolution irait totalement à l'encontre de ce qui a pu être dit ces derniers temps sur la Politique de Cohésion.

Ainsi, mes Chers Collègues, dans ce havre de la démocratie qu'est le Parlement Européen, j'appelle les responsables politiques de cette institution et chaque député, j'appelle les femmes et les hommes qui représentent les peuples d'Europe à se lever et à s'engager ; je les appelle à défendre ce que cette proposition — si elle est bien ce que l'on en dit — vise si brutalement à détruire : une Europe construite par tous et pour tous.

Chers Collègues, dans cette maison édiflée par la volonté des citoyens d'Europe, j'appelle la Présidente de la Commission à respecter ses propres paroles, puisqu'elle a déclaré que la nouvelle Politique de Cohésion devrait avoir en son cœur les régions et les villes.

Chers Collègues, j'appelle aujourd'hui les régions et les villes d'Europe à se lever et à prendre position contre une proposition qui — si elle est avérée — implique que nous serons exclus, mis à l'écart, contournés. N'oublions pas qu'au-delà des régions et des villes, il s'agit bien de l'Europe que nous voulons pour l'avenir.

Très Chers Collègues,

Au cours des cinq années qui viennent de s'écouler, nous avons pu compter sur un excellent partenariat avec la Commissaire Elisa Ferreira.

Son travail, son engagement, sa capacité d'entraînement dans les dossiers relatifs à la cohésion et aux réformes ont été essentiels, décisifs, non seulement pour la construction d'un partenariat loyal et fructueux, mais aussi pour défendre et promouvoir la cohésion dans une période aussi turbulente et complexe que celle ayant marqué le mandat, qui arrive à son terme, de la Commission sortante.

Au nom du Comité européen des régions, je tiens à vous exprimer notre reconnaissance et notre gratitude.

À la nouvelle Commission, au nom du Comité européen des régions, je souhaite la bienvenue et j'offre notre entière disponibilité pour établir une coopération honnête, franche et loyale, en vue de réaliser l'un des principaux objectifs de l'Union: la cohésion économique, sociale et territoriale.

Chers Collègues, en ce qui concerne la Cohésion, nous devons garder à l'esprit que notre travail n'est pas terminé. Nous devons convaincre les sceptiques.

Mais nous devons par-dessus tout demeurer vigilants et volontaristes.

La Politique de Cohésion est profitable à toutes les régions et les villes et elle doit continuer son œuvre.

Elle est une composante essentielle — une composante vitale — du projet européen.

Mes Chers Collègues,

L'avenir auquel nous aspirons doit se construire sur la base d'une Europe plus proche, plus forte et plus solidaire.

C'est à cette condition que notre voie pourra être tracée.

Au vu des problématiques en jeu que je viens d'évoquer, on comprend que la vision de l'avenir de l'Europe qui est la nôtre ne peut être qu'ambitieuse.

L'élargissement n'est pas qu'un devoir moral qui s'impose à nous.

C'est une nécessité géopolitique qui doit nous animer.

C'est un tournant crucial qui conditionnera notre avenir.

Pour préparer l'élargissement, il est essentiel que les régions et les villes des États membres et des pays candidats travaillent main dans la main.

Nous sommes déjà à pied d'œuvre.

Les villes de Zadar et de Mostar ont mis sur pied un programme conjoint sur la question de l'inclusion sociale.

Les Pouilles sont chef de file d'une coopération transfrontalière en matière de développement durable avec des partenaires albanais sur l'autre rive de l'Adriatique.

Velenje et Plijevlja coopèrent dans le domaine de la transition énergétique.

Jurbarkas et Kriuleni se rencontrent sur une base régulière pour traiter de coopération culturelle.

Au Comité européen des régions, nous allons d'ores et déjà de l'avant.

Nous avons ouvert aux pays candidats notre programme des jeunes représentants politiques. Ces derniers sont d'ailleurs parmi nous aujourd'hui.

Nous avons ouvert nos bureaux à nos amis ukrainiens des villes de Lviv, Vinnitsya et Dnipro.

Nous soutenons la construction de capacités au bénéfice d'experts publics dans les administrations des pays candidats au moyen d'une assistance technique et d'un échange d'informations.

Aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous annoncer que nous allons lancer un nouveau programme de formation et de stage pour les maires ukrainiens, leurs adjoints, et pour le personnel et les experts auprès des autorités locales et régionales en matière de gestion de projet, en coopération avec U-LEAD.

Et là encore, je le redis, c'est dans les régions et les villes que cette voie commence.

*

Nous savons toutefois que l'élargissement ne suscite pas uniquement des attentes pour les pays candidats.

Nous avons aussi la responsabilité de faire en sorte que l'Union profite à tous. Cela va demander du temps, du dialogue et de l'action.

Nous devons nous affranchir de l'obsession du court terme et accepter ce qui apparaît clair : il nous faut réformer la manière dont nous travaillons au sein de l'Union européenne.

Mais commençons par le commencement ! Le prochain cadre financier pluriannuel de l'Union européenne est essentiel, et nous devons lui consacrer toute notre attention.

C'est la raison pour laquelle nous plaidons à présent pour une politique de cohésion à la fois plus forte et renouvelée.

C'est aussi la raison pour laquelle une réforme de la politique agricole commune s'impose à nous.

C'est enfin la raison pour laquelle nous avons besoin de nouvelles ressources propres.

Telle est la voie qui s'offre à nous pour aller de l'avant

C'est de cette façon que nous pourrons rendre l'Europe plus ambitieuse.

Très Chers Collègues,

En parlant à chacun et à chacune, là où ils vivent, en prenant le temps nécessaire pour comprendre nos populations, nous pouvons dépeindre l'état actuel des régions et des villes.

Le tableau est aussi divers qu'il est uni, tout comme l'Europe, qui est elle-même unie dans la diversité.

À tous les nouveaux responsables politiques au sein des institutions de l'Union Européenne, je voudrais dire ceci : cet état des régions et des villes doit être considéré comme un pense-bête.

Les bonnes politiques sont celles qui sont conçues en gardant les pieds sur terre.

Les politiques justes se fabriquent en prenant le pouls des gens, où qu'ils vivent.

Les politiques fortes sont celles qui s'élaborent sans jamais négliger les réalités des territoires.

Depuis trente ans, cette assemblée d'élus locaux et régionaux qu'est le Comité européen des régions agit comme un partenaire loyal et constructif dans l'édification du projet européen. Et elle n'entend pas s'arrêter en si bon chemin.

Avec le Parlement Européen. Avec la Commission Européenne. Avec le Conseil Européen.

Parce que la voie vers une Europe plus forte, plus juste et plus solidaire pour tous commence par les régions et les villes.

Je vous remercie.



Comité européen
des régions

Créé en 1994, le Comité européen des régions est l'assemblée politique de l'UE où siègent 329 représentants des pouvoirs régionaux et locaux, tels que des présidents de région ou des maires, provenant de l'ensemble des 27 États membres et mandatés par plus de 446 millions d'Européens.

Édité par le Comité européen des régions

Bruxelles, octobre 2024

Rue Belliard/Belliardstraat 101 | 1040 Bruxelles/Brussel | BELGIQUE/BELGIË
Tel. +32 22822211 | e-mail: visuals@cor.europa.eu | www.cor.europa.eu
 @EU_CoR |  /european.committee.of.the.regions
 /european-committee-of-the-regions |  @EU_regions_cities



Lire le rapport
complet

© Union européenne, 2024



Sauf indication contraire, la réutilisation de ce document est autorisée aux conditions prévues par la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée et indication de toute modification.

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne, il peut être nécessaire de solliciter directement l'autorisation des titulaires des droits d'auteur concernés. En conséquence, vous êtes tenu(e) d'acquiescer des droits supplémentaires si un contenu spécifique comprend des travaux de tiers. Lorsque l'autorisation a été obtenue, elle annule et remplace l'autorisation générale susmentionnée et doit clairement indiquer toute restriction d'utilisation.

Crédits photo pour la page de couverture
© babaroga - stock.adobe.com



Office des publications
de l'Union européenne

PDF
QG-09-24-540-FR-N
ISBN 978-92-895-3594-6
DOI 10.2863/934593